INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 3 février 2022**

* Les bourses européennes ont creusé leurs pertes jeudi après-midi après la BCE. Christine Lagarde a suscité un regain de volatilité en reconnaissant que le risque inflationniste se renforçait. Ainsi, à la clôture, le CAC 40 a cédé 1,54% à 7 005,63 points et l'Euro Stoxx 50 a abandonné 1,79% à 4 146,49 points. Les marchés américains sont également dans le rouge en fin de journée, le Dow Jones et le Nasdaq cédant respectivement 0,67% et 2,02%.
* Très attendue des investisseurs, la réunion de la BCE n'a finalement livré aucune surprise dans ses conclusions: la banque centrale européenne a en effet maintenu ses taux directeurs inchangés, comme attendu, et va poursuivre le ralentissement de son programme de rachats d'actifs jusqu'à y mettre un terme fin mars.
* Au cours de la conférence qui a suivi le communiqué de presse, Christine Lagarde, la présidente de la BCE, a reconnu que l’inflation était bien supérieure à ses objectifs mais a exclu toute décision précipitée. Elle a également fait le pari que la hausse des prix devrait refluer dans le courant de l'année, même si elle devrait rester élevée plus longtemps que prévu. Dans ce cadre, elle ne dit plus qu'une hausse de taux en 2022 est improbable, ce qui constitue un réel changement de discours.
* "Nous continuerons d'observer le déroulement des événements et nous serons progressifs dans toute décision que nous prendrons", a déclaré Christine Lagarde.
* La banque d'Angleterre, elle, s'est montrée plus entreprenante, puisque, juste avant la décision de la BCE, elle a fait part de sa décision de relever son principal taux directeur pour la seconde fois en trois mois.
* Le cours de l'aluminium gagne plus de 7% depuis le début de l'année à 3 030 dollars la tonne après avoir bondi de 42% en 2021. Alternative à l'acier, l'aluminium est largement utilisé dans la construction, la fabrication de véhicules, l'aviation et les produits de haute technologie pour sa légèreté, sa solidité et sa résistance à la corrosion. La fabrication d'aluminium est et va être un baromètre de l'activité dans les secteurs de la fabrication et des infrastructures, rappelle John Plassard, spécialiste en investissement chez Mirabaud.

Selon lui, les réformes en cours en Europe, aux États-Unis et en Chine devraient propulser la consommation de l'aluminium à de nouveaux records cette année, ce d'autant plus que ce métal entre dans la fabrication de l'énergie solaire et éolienne ainsi que des véhicules électriques.

* La Banque centrale de République Tchèque (CNB) a décidé ce jeudi de procéder à un nouveau tour de vis monétaire. L’institution a ainsi relevé de 75 points de base son principal taux directeur pour le porter à 4,50 %. Si cette hausse est conforme avec les attentes du consensus, la possibilité d’un tour de vis de 100 points de base avait fait une percée ces derniers jours chez certains économistes. La CNB cherche à endiguer une inflation qui devrait dépasser les 9% en ce début d’année. En fin d'après-midi, la couronne tchèque recule de 0,54% à 0,0411 euro pour une couronne tchèque.
* L’AMF soutient les objectifs de la Commission européenne visant à rendre les marchés financiers plus attractifs pour les sociétés de l’Union européenne et à faciliter l’accès des PME aux capitaux en simplifiant le processus de cotation par des ajustements ciblés. L’AMF recommande ainsi en premier lieu de supprimer l’obligation d’établir un prospectus européen.

Elle propose donc de modifier la directive MIF II, de manière à demander aux émetteurs qui souhaitent offrir des titres au public sur les marchés de croissance des PME de publier un simple document d'information permettant aux investisseurs d'évaluer en connaissance de cause la situation financière et les perspectives de l'émetteur, ainsi que les droits attachés à ses titres.

En outre, l'AMF propose de relever à 1 milliard d'euros le seuil de capitalisation boursière définissant une PME dans la directive MIF, ce qui permettrait d'augmenter le nombre de PME bénéficiant de l'accès à un marché de croissance des PME.

Enfin, l'AMF recommande une modification ciblée du règlement Prospectus afin de faciliter le processus de levée de fonds pour tous les émetteurs sur les marchés réglementés, en ramenant la période minimale entre la publication du prospectus et la clôture de l'offre pour les offres primaires à trois jours ouvrables au lieu des six jours minimums actuels.

Cela permettrait de réduire les risques d'exécution et de faciliter les processus de constitution de carnet d'ordres qui réunit l'ensemble des demandes des investisseurs.

* En 2021, Bpifrance a injecté 50 milliards d'euros dans les entreprises pour renforcer la reprise de sortie de crise, avec des actions prioritaires pour l'industrie, l'innovation technologique et la transition énergétique et environnementale. Les Prêts Sans Garantie, produit phare du réseau de la banque, ont bondi de 93% en 2021, avec 3,2 milliards d'euros décaissés dans 3 309 projets de développement.

Le financement de l'Innovation atteint un niveau inédit depuis la création de Bpifrance (+45%), sous l'impulsion du Plan de Relance conjuguée à l'augmentation des fonds du PIA (Programme d'investissements d'avenir).

L'activité Création a financé et accompagné 30 réseaux d'accompagnement à la création d'entreprise, eux-mêmes présents dans l'ensemble des territoires à travers leurs 1 900 implantations. Plus de 8 000 nouveaux Prêts d'honneur ont été accordés aux créateurs.

**SOCIETES**

* Sur les marchés, les valeurs technologiques ont souffert, affectées par les mauvaises prévisions de Méta (Facebook): Worldline (-4,53%), STMicroelectronics (-4,06%) ou encore Capgemini (-3,86%) ont décroché au CAC 40. Y compris Dassault Systèmes (-3,77%), malgré ses bons résultats annuels. En revanche, la remontée des taux longs a soutenu les valeurs bancaires, alors que Renault (+2,48%) a fini en tête de l'indice phare de Paris.
* Depuis la réouverture des frontières américaines en novembre 2021, Air France renforce progressivement sa desserte des Etats-Unis, première destination long-courrier de la compagnie en nombre de sièges offerts. Air France dessert actuellement 11 destinations aux Etats-Unis (Atlanta, Boston, Chicago, Detroit, Houston, Los Angeles, Miami, New York JFK, Seattle, San Francisco et Washington D.C.), avec une offre entre la France et les Etats-Unis correspondant à 90% des niveaux de 2019.

Pour la saison été 2022 (avril – octobre), Air France entend poursuivre l'augmentation de son offre sur cet axe. A compter du 27 mars 2022, la compagnie reprendra ses vols entre Paris-Orly et New York JFK, avec 1 vol quotidien. New York sera donc reliée aux deux aéroports parisiens - Paris-Charles de Gaulle, le hub mondial d'Air France, et Paris-Orly, avec au total jusqu'à 7 vols quotidiens.

Le même jour, Air France rouvrira également la liaison Paris-Charles de Gaulle - Dallas (Texas), avec jusqu'à 5 vols hebdomadaires.

Enfin, le 4 mai 2022, Air France ouvrira pour la deuxième année consécutive une ligne saisonnière entre Paris-Charles de Gaulle et Denver (Colorado), avec 3 vols hebdomadaires.

Au cours de l'été 2022, Air France desservira donc 14 destinations aux Etats-Unis au départ de Paris : Atlanta, Boston, Chicago, Dallas, Denver, Detroit, Houston, Los Angeles, Miami, Minneapolis, New York JFK, San Francisco, Seattle and Washington D.C, avec près de 200 vols hebdomadaires, soit 20% de plus qu'à l'été 2019.

* Dassault Systèmes a beau avoir dévoilé des résultats trimestriels solides, son titre reflue de 3,67% à 41,43 euros, soit l’une des plus mauvaises performances de l’indice CAC 40. Le titre de l’éditeur de logiciels de conception et de fabrication assistée par ordinateur est d’ailleurs la lanterne rouge du principal indice parisien depuis le 1er janvier, avec un repli d'environ 20%. Les valeurs technologiques ont souffert ces dernières semaines – et de nouveau aujourd’hui - des tensions sur le marché des taux.
* Spotify a publié un bénéfice de 712 millions d'euros au cours du quatrième trimestre 2021, contre 575 millions un an plus tôt. Le chiffre d'affaires a quant à lui progressé de 24% à 2,689 milliards d'euros. La plateforme de streaming musical, cotée au Nasdaq, a également enregistré une hausse de 18% de ses utilisateurs actifs mensuels, à 406 millions. Pour le premier trimestre 2022, la firme suédoise s'attend à ce que chiffre grimpe à 418 millions, avec 183 millions d'abonnés premium, soit à peine 3 millions de plus que lors du dernier trimestre (versus +16% entre le T4 2020 et le T4 2021).
* Meta (-24,86% à 242,67 dollars), maison-mère de Facebook, perd près du quart de sa capitalisation, au lendemain de la présentation de perspectives décevantes. Le réseau social est confronté à une concurrence plus féroce que prévu, en particulier de TikTok, et à un impact plus important qu'anticipé de la limitation de l'utilisation des données personnelles pour le ciblage publicitaire par l'iOS 14 d'Apple. " Ces vents contraires spécifiques au secteur et à l'entreprise ne seront probablement pas normalisés avant le deuxième semestre 2022 ", prévient Goldman Sachs.

Symbole de la forte concurrence à laquelle Facebook fait face, la firme fondée par Mark Zuckerberg, a perdu des abonnées pour la première fois de son histoire. Le nombre d'utilisateurs actifs quotidiens en Amérique du Nord – son marché le plus rentable - a reculé de 1 million à 195 millions d'utilisateurs.

D'autres sociétés du secteur, dont Snapchat, et Twitter dans une moindre mesure, devraient également être confrontées aux mêmes problèmes.

* Publicis s'adjuge la première place du CAC 40 jeudi, avec une hausse de 2,71% à 62,96 euros, consécutive à la publication ce matin d'un solide exercice 2021 et en particulier d'un excellent quatrième trimestre. Le groupe de communication a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 11,74 milliards d'euros, en hausse de 8,8% (+10% en organique), dont une croissance organique de 9,3% au quatrième trimestre. La croissance au quatrième trimestre a dépassé toutes les attentes puisque Publicis avait annoncé une fourchette de 4% à 6% et que les analystes d'Oddo BHF espéraient +8,1%.

"Le trimestre est donc bon et le groupe n'a pas souffert de coupes trop fortes de certains secteurs (notamment automobile)", affirme le bureau d'études.

Une forte croissance a été observée dans toutes les régions où est implanté Publicis, ce qui permet au chiffre d'affaires de dépasser de 3% le niveau de 2019. Epsilon et Publicis Sapient ont significativement contribué à cette performance avec des croissances respectives de 12,8% et 13,8%.

**ANALYSES**

* Coup de théâtre à Francfort. La Banque centrale européenne (BCE) a adopté un ton beaucoup plus dur qu'attendu, face à une inflation qui semble s'installer. Pourtant, à la lecture de la décision de politique monétaire, aucun bouleversement majeur n'apparaissait. La BCE a laissé ses taux directeurs inchangés, avec un taux de dépôt à -0,50 %. Bref, la conférence de presse qui suit traditionnellement la réunion de politique monétaire s'annonçait comme un non-évènement.

Mais dès le début de son discours, la présidente de la BCE, Christine Lagarde, a donné le ton. La chouette - le totem que s'est choisi la Française au début de son mandat - a pris des accents de faucon, le surnom donné aux fervents partisans de l'orthodoxie monétaire. « L'inflation devrait rester élevée plus longtemps qu'anticipé, a-t-elle affirmé. Par rapport à nos prévisions de décembre, les risques entourant les perspectives d'inflation sont orientés à la hausse, particulièrement sur le court terme. » C'est la première fois en sept ans qu'une telle phrase est prononcée par un président de l'institution francfortoise.

Même si la hausse des prix s'explique beaucoup par l'envol du coût de l'énergie, contre laquelle la BCE est impuissante, il était difficile pour la banque centrale d'ignorer le nouveau record battu la veille par l’inflation en zone euro. Le troisième en trois mois.

D'autant qu'elle était la dernière parmi ses grands homologues à qualifier la hausse des prix de « temporaire », alors que la Banque d'Angleterre a de nouveau relevé son taux directeur ce jeudi, et que la Réserve fédérale s'apprête à le faire en mars. Mais la vigueur de la réponse surprend.

Christine Lagarde a bien répété que la BCE n'entendait pas agir dans la précipitation, et que les prévisions actuelles faisaient état d'une baisse de l'inflation en dessous de 2 % au second semestre. Mais elle a signalé que la situation faisait l'objet d'une « préoccupation unanime » des membres du Conseil des gouverneurs. Puis, interrogée à deux reprises, elle a refusé de confirmer que l'hypothèse d'une hausse des taux de la banque centrale cette année était « très improbable ».

Ce revirement surprise par rapport à la recherche de décembre a fait instantanément réagir les marchés. Les taux d'emprunts des Etats de la zone euro se sont envolés. Le rendement des obligations d'Etat allemandes à 10 ans a bondi de 10 points de base (pb), pour atteindre 0,14 %, du jamais vu depuis mars 2019. A 0,55 %, son équivalent français évolue lui aussi à son plus haut niveau en près de trois ans. La débâcle est encore plus violente pour les pays périphériques. Les taux espagnol et portugais se sont tendus de 15 pb, et celui de l'Italie de 20 pb.

Parallèlement, les traders se sont mis à anticiper une hausse des taux directeurs de 10 points de base dès juin, et de 40 points de base au total cette année. Soit presque deux tours de vis de 25 pb. Il s'agit peut-être d'une surréaction de marchés rendus déjà nerveux par un contexte très instable. « Le marché ne retient que le scénario d'une inflation plus élevée que prévu. Cela semble prématuré », a affirmé sur twitter Franck Dixmier d'Allianz GI.

Néanmoins, estime Carsten Brzeski, chez ING, « la porte à un relèvement des taux est grande ouverte ». Pas dès juin. Christine Lagarde a rappelé que le Conseil des gouverneurs restait attaché à sa séquence de sortie de sa politique de soutien. L'arrêt des achats nets d'obligations, dans le cadre de son programme classique (Asset purchase programme ou APP) devra précéder la première hausse de taux.

La prochaine réunion de la BCE sera déterminante. « Christine Lagarde a déclaré que le Conseil des gouverneurs réévaluerait les perspectives sur la base des projections de mars, y compris le rythme des achats d'obligations », note Frederik Ducrozet chez Pictet. Les gouverneurs disposeront en effet de la dernière mise à jour des prévisions économiques - avec une révision sans doute très forte des perspectives en matière d'inflation. « Nous nous rapprochons beaucoup de l'objectif d'inflation », a d'ailleurs prévenu la présidente.

Dès le mois prochain, les conditions d'inflation que s'est fixées la BCE pour entamer l'extinction de sa politique quantitative accommodante pourraient donc être remplies. La diminution progressive de l'APP pourrait alors commencer. Les spécialistes estiment qu'il faudrait quelques mois - peut-être jusqu'à l'automne - pour arrêter totalement les achats nets d'actifs. Ce qui dégagerait l'horizon pour une première hausse de taux en décembre.

**L’AGENDA DU 4 février 2022**

**8h45 en France**  
Production industrielle en décembre  
  
**11h00 en zone euro**  
Ventes au détail en décembre  
  
**14h30 aux Etats-Unis**  
Rapport sur l'emploi en janvier